

Fonds de pension : la nouvelle crise qui menace les Etats-Unis

Elesechos.fr /finance-marches/marches-financiers/0212105818247-fonds-de-pension-la-nouvelle-crise-qui-menace-les-etats-unis-2087856.php

18/05/2017

La ville Détroit acculée faillite, événement précédent l'histoire américaine.

La ville de Détroit acculée à la faillite, un événement sans précédent dans l'histoire américaine. - Nicolaus Czarnecki 2010/ZUMA/REA

03 minutes

[Lucie Robequain](#) Le 18/05 à 14:27 Mis à jour à 16:24

Les régimes de retraites des fonctionnaires seraient sous-financés à hauteur de 3.850 milliards de dollars. Ils pourraient plonger le pays dans une nouvelle crise, à l'instar de celle des « subprimes » immobiliers.

La faillite de Détroit avait mis le problème en lumière, [celle de Porto Rico](#) n'a fait que le confirmer : les collectivités locales américaines (villes, Etats, etc) ont développé des régimes de retraite qui les obligent à s'endetter massivement -au risque de faire parfois banqueroute. Une poignée de villes s'avèrent déjà incapables de payer les pensions promises à leurs retraités. Certaines les amputent de plus de moitié, à l'instar de la petite commune californienne de Loyalton (lire ci-dessous). A défaut de s'attaquer directement à leurs fonctionnaires, d'autres font le choix de ne plus payer leurs factures. C'est le cas de l'Illinois qui affiche plus de 14 milliards de dollars d'impayés.

Les [fonds de pension](#) publics auraient besoin de 3.850 milliards de dollars supplémentaires pour honorer leurs engagements, à l'égard des retraités actuels mais aussi futurs, indique l'institut Hoover -un cercle de réflexion rattaché à l'Université de Stanford. Le « trou » se serait encore creusé de 434 milliards de dollars l'an dernier. « *C'est une bombe à retardement* », résume l'auteur du rapport, Joshua Rauh. « *Pourquoi cela ne fait-il pas la « Une » des journaux ? Comme pour la crise des subprimes, tout semble écrit d'avance. Et pourtant, on attend que la situation explose* », abonde Danielle DiMartino Booth, ancienne conseillère à la Réserve fédérale de Dallas.

Les agences de notation tirent la sonnette d'alarme

La situation est particulièrement préoccupante à la Nouvelle Orléans, Dallas, Philadelphie et Chicago. Le problème se retrouve aussi à l'échelle des Etats, notamment ces bastions industriels qui comptent de moins en moins de salariés cotisant (Illinois, Kentucky, New Jersey, etc). Le sous-financement des fonds de pensions est en fait généralisé : l'institut Hoover, qui a épluché 650 systèmes de retraites aux quatre coins du pays, estime qu'il n'existe aucune ville ni Etat affichant un régime à l'équilibre !

- [Les agences de notation](#) , qui avaient été tenues partiellement responsables de la crise de 2008, ont commencé à tirer la sonnette d'alarme : elles ont baissé la note de plusieurs collectivités à risques, parmi lesquelles le New Jersey, Chicago, Houston et Dallas.

Comment les collectivités locales ont-elles pu en arriver là ? Le vieillissement de la population et l'augmentation de l'espérance de vie ne constituent qu'une partie de l'explication. Engagée dans les années 90, la libéralisation des régimes de retraite a également beaucoup joué : les collectivités locales se sont alors prêtées à des investissements de plus en plus risqués ([hedge funds](#), etc). Les chiffres parlent d'eux-mêmes : les obligations, par nature non-risquées, représentaient 96% de leurs investissements dans les années 50. Ce taux est tombé à

50% dans les années 90... et à 27% aujourd'hui, indique la Réserve fédérale.

Les fonds de pension piégés par des **taux d'intérêt bas**

Les élus locaux ont pris ce risque dans l'espoir de faire fructifier leur argent. Ils ont construit leur budget « retraites » sur l'hypothèse que leurs placements croîtraient de 7,5% par an. Un calcul extrêmement optimiste quant on sait que leur rendement ne dépasse pas 2,5% aujourd'hui ! Les fonds de pension ont d'autant plus de mal à gagner de l'argent que les taux d'intérêt sont au plus bas. Les élus locaux ont ainsi tendance à minorer le problème : le taux de rendement de 7,5% leur permet d'afficher un « trou » global de 1.380 milliards de dollars (voir graphique ci-dessus). Mais en retenant le taux plus réaliste de 2,5%, celui-ci se révèle presque trois fois supérieur (3.850 milliards de dollars).

Fermer les yeux sur l'ampleur du problème permet de reporter à plus tard les décisions douloureuses (réduction des services publics, hausses d'impôts, réduction des pensions, etc). A charge aux futurs responsables politiques de gérer, peut-être, l'arrivée d'une nouvelle catastrophe.

Lucie Robequain